

zoom

Comment articuler
racines identitaires
et tronc commun?

Photo: François TEFNIN

Repli identitaire: quel rôle pour l'école?

Ural MANÇO est professeur invité aux Facultés universitaires Saint-Louis. Il a mené une recherche: *"Travail social en milieu multiculturel et dynamiques identitaires des jeunes à Schaerbeek"*.

Le rapport de la première phase a été déposé, et sa lecture interpelle.

L'hypothèse est que les mobilisations identitaires ethniques et religieuses semblent être les armes de l'exclu, dans sa résistance socioéconomique et sa lutte pour la reconnaissance. Les rencontres avec les travailleurs sociaux confirment ce repli identitaire favorisé par le contexte politique post 11 septembre et les nouvelles technologies de l'information. Tout cela se traduit par une organisation en ghettos auto-construits, notamment dans la communauté turque, et l'émergence d'affirmations concurrentes ou opposées entre communautés d'immigrés se répondant par le truchement de dépréciations identitaires. Il nous a semblé intéressant de mettre en miroir les réflexions du chercheur et l'approche d'une directrice d'école située au cœur d'un de ces quartiers.

ISOLEMENT

Lors de notre entretien, Ural MANÇO précise que les résultats de son analyse sont plus que probablement transférables dans la plupart des communes bruxelloises historiquement concernées par l'immigration. La situation en Wallonie serait sans doute un peu différente. Il cite l'exemple de Cheratte, où se trouve un "ghetto" turc et où le dialogue difficile avec les enseignants et les policiers a pu être renoué autour du passé ouvrier commun à tous. Chacun, Belge comme Turc, avait un père ou un grand-père qui avait été mineur.

Cette mémoire commune n'existe pas à Bruxelles. Il confirme qu'aujourd'hui, à Schaerbeek, le repli communautaire induit une réelle difficulté dans la pratique du français. Les maris ou épouses arrivent de Turquie. Les femmes, souvent scolarisées là-bas, se retrouvent au sein de quartiers où il n'est pas nécessaire de parler français. Cela ne veut pas dire qu'elles n'en ont aucune notion, mais souvent, par gêne, elles n'osent pas s'exprimer en français. Le choc est parfois rude pour elles car, culturellement, elles se retrouvent trente à quarante ans en arrière sous la coupe de la belle-famille qui a intériorisé une image idéalisée et figée du pays d'origine, bien loin de la situation de la Turquie actuelle. Très souvent, ces femmes, parfois dépressives, se replient sur

la bonne gestion du ménage et les soins à prodiguer aux enfants. Ceux-ci éprouvent donc des difficultés de maîtrise du français mais aussi, paradoxalement, du turc. Ils développent un français au code linguistique populaire et pauvre qui les stigmatise dans la société belge mais, voyageant en Turquie ou de passage à l'ambassade turque, ils sont humiliés parce qu'ils ne parlent pas bien leur langue d'origine... même s'ils s'affirment farouchement Turcs en ayant une carte d'identité belge.

À L'ÉCOLE

Quant au rapport à l'école dans un tel contexte, le chercheur, relayant aussi l'expression des travailleurs sociaux, se montre sévère. Il y a, au sein de ces familles, l'impression d'un regard condescendant du monde enseignant sur eux, et même le ressenti d'une forme de mépris. Il y a beaucoup de malentendus entre l'école et les familles. Dans notre société en général, depuis les années 90, le métier d'enseignant est dévalorisé. Au sein des quartiers, le leader d'une bande peut tenir son statut privilégié de ses échecs scolaires...

Les nouvelles technologies, Internet en particulier, entretiennent ce malentendu. L'école est dépossédée du rôle principal de fournisseur de savoir avec, notamment, le risque de propagation des thèses négationnistes ou créationnistes. Pour Ural MANÇO, cette question du rapport au savoir se pose depuis la massification scolaire, mais elle connaît un coup d'accélérateur brutal. La diffusion de rumeurs via SMS ou Internet a aussi joué un rôle non négligeable parmi les jeunes lors des émeutes d'octobre 2007.

Alors, quelles perspectives d'avenir? Si l'école doit faire un travail de communication (son slogan: "*Entrée libre pour les parents à l'école*"), le chercheur voit une piste intéressante dans la démarche d'une association néerlandophone qui prend en charge les immigrés de toutes origines. Elle veille à les former au système belge dans toute sa complexité (des institutions fédérales au fonctionnement du métro). Beaucoup de femmes turques souvent séparées de leur mari (le taux de divorce est très important) suivent ces formations,

apprennent le néerlandais et visent ainsi une meilleure insertion sociale. Malheureusement, actuellement, cette démarche d'émancipation arrive souvent quand les enfants sont adolescents et que le parcours scolaire est déjà bien entamé...

Et vous, qu'en dites-vous?

Ariane DEWANDELER est directrice de l'école fondamentale Sainte-Marie-Seutin à Schaerbeek. Elle réagit aux premières conclusions de la recherche d'Ural MANÇO en insistant sur la richesse du travail de l'équipe pédagogique de son école et sur les satisfactions qu'elle retire au quotidien avec ses élèves. Sans langue de bois, elle voudrait dépasser les tabous et demande une prise de conscience politique réelle.

Partagez-vous le constat de cette recherche-action sur le repli communautaire, notamment turc, à Schaerbeek?

AD: Oui, nous assistons à ce repli, auquel s'ajoute la question économique pour les familles que nous accueillons. Nous vivons un recul réel quant à la maîtrise du français, ce qui complique bien sûr la communication avec les familles. Dans notre école, où il y a 80% d'enfants d'origine turque, hors classe ils communiquent uniquement dans cette langue, provoquant l'exclusion des élèves maghrébins ou d'origine africaine subsaharienne. Mais le professeur turc de langue et culture d'origine éprouve aussi beaucoup de difficultés, car le turc pratiqué par les élèves est un "mauvais turc", selon lui.

Au-delà de l'exclusion linguistique, nous devons aussi gérer le refus de l'autre: les Turcs face aux Marocains et aux Africains, tous contre les quelques enfants roms de l'école, et au sein même de la communauté turque, le refus des Kurdes ou de ceux qui sont d'une autre région du pays. Les conflits des parents s'importent dans l'école.

Comment gérez-vous la relation avec les familles?

AD: Nous avons constaté qu'il fallait être plus "carré" dans la relation.

un résumé de cet article a été publié
dans entrées libres n°38, avril 2009, pp. 12-13.

Bien faire comprendre le cadre et les limites. L'empathie, la gentillesse sont prises comme du laxisme, comme une marque de faiblesse. Les choses se passent mieux quand nous sommes plus fermes. Ceci n'empêche en rien notre volonté de dialogue et d'accueil.

La question du rapport au savoir et à l'instituteur est aussi posée...

AD: Le manque de respect de l'instituteur est réel et se pose de manière très aigüe pour les professeurs de langue et culture d'origine. Ils tiennent deux ans, en moyenne... Dans leur pays, l'enseignant est respecté et il y a une grande confiance envers l'école. Chez nous, l'école n'est pas perçue comme un tremplin social et la profession d'enseignant est dévalorisée. Sans diplôme, il y a toujours une solution au sein de la communauté ou grâce aux allocations diverses... Ils sont aussi heurtés par l'image véhiculée par les enfants d'une Turquie qui n'existe plus. Par exemple, les enfants apprennent des chants patriotiques que plus personne ne connaît en Turquie aujourd'hui! C'est vrai qu'à l'inscription, les parents se déclarent turcs malgré leur nationalité belge officielle.

Les nouvelles technologies sont-elles un problème?

AD: Les enfants utilisent beaucoup Internet, hors contrôle des parents, dans les cybercafés et, bien sûr, sans le recul critique nécessaire. La période des émeutes contre les Kurdes et les Arméniens nous a fait mesurer le risque de la diffusion de fausses informations. Les enfants, entraînés par les ados, amenaient des tracts racistes à l'école...

Quels sont les effets de l'auto-construction d'un ghetto de quartier pour votre école?

AD: Les enfants viennent à l'école du quartier. Il n'y a pas de stratégie scolaire développée par les parents.

Chez nous, si certains élèves quittent parfois, ils reviennent pour retrouver la qualité de l'accueil, de l'écoute que nous développons et qu'ils n'ont pas rencontrée ailleurs. Nous mesurons combien la qualité de la relation établie quand les parents sont là – inutile de compter sur des rendez-vous formalisés – peut être utile dans notre travail avec les enfants.

Nous sommes également confrontés aux difficultés cognitives de certains nécessitant une orientation vers l'enseignement spécialisé, mais nous nous heurtons à l'opposition des familles....

D'autre part, en 5^e et 6^e, l'absentéisme nous préoccupe. Certains préfèrent être dans la rue, et malgré le signalement SAJ, il n'y a pas de suite. Les assistants judiciaires regrettent de ne disposer d'aucune mesure contraignante pour assurer la scolarité des enfants.

Pour ceux qui partent vers des formations professionnelles, ils optent pour les options organisées dans les écoles du quartier, préférant la proximité à un choix professionnel réel.

Face à cette réalité, quelles sont vos options pédagogiques et didactiques?

AD: Très clairement, nous pratiquons une pédagogie dite classique, un enseignement très structuré. Les expériences de fonctionnement par atelier et par contrat aboutissent généralement à des échecs, simplement parce que l'éducation à la responsabilité, à l'âge de l'enseignement primaire, n'est pas celle de ces familles. Nos résultats à l'épreuve externe du CEB sont bons, sans modestie feinte, et nous confirment dans cette option.

Comment réagissez-vous à ce que dit Ural MANÇO à propos de ces femmes séparées qui entament un travail d'intégration, de socialisation et de formation via

une association néerlandophone?

AD: Nous connaissons effectivement beaucoup de situations de séparation très difficiles parce qu'elles confrontent ces femmes à de nouvelles difficultés dans l'éducation des enfants. Les choses sont souvent très complexes. Mais il est certain que la Communauté flamande prend en charge de manière plus structurée ces problématiques. Nous l'avons vécu à travers la situation d'une maman battue. Une association néerlandophone l'a accueillie, encadrée, lui a appris le néerlandais et l'a intégrée professionnellement. Au-delà de tout préjugé, il faut reconnaître qu'un travail préalable d'intégration des parents n'est pas négligeable dans une logique de meilleure insertion des enfants...

L'argent ne résout pas tout. Donner des moyens en plus à l'école, c'est bien, mais sans une vision politique construite et pertinente, cela ne résoudra pas tout. Il s'agit d'un problème de société qui demande une volonté politique plus large au-delà des tabous idéologiques.

Pour terminer, je souhaiterais apporter une dernière remarque sur la question de la mixité. C'était sans doute moins complexe quand nous avions seulement des garçons. La mixité doit s'apprendre. La question de la relation affective n'est pas gérée en famille. Le regard sur l'autre, les ricanements bloquent le travail des enfants. Si cela n'est pas spécifique à la population de notre école et qu'il n'est pas question de revenir en arrière, c'est une question supplémentaire à travailler au quotidien... ■

ANNE LEBLANC